

La capitale roumaine abrite, à partir d'aujourd'hui, un sommet des chefs d'Etat des pays membres de l'OTAN, que les observateurs qualifient d'ores et déjà d'historique, au regard de l'importance de son ordre du jour.

Guerre froide autour de l'OTAN



MM. Jaap de Hoop Scheffer, Secrétaire général de l'OTAN, Robert Walter MP (Royaume-Uni), Colin Cameron, Secrétaire général de l'Assemblée de l'UEO

De notre envoyée spéciale à Bucarest (Roumanie):
Ghania Oukazi

Bucarest est, depuis quelques jours, sous les feux de la rampe pour se préparer à être, à partir d'aujourd'hui, mercredi, l'hôte du sommet des chefs d'Etat des pays membres de l'Organisation de l'Alliance atlantique nord (OTAN). Il est question que soient proposés à l'adhésion à l'Alliance, trois pays à savoir la Croatie, l'Albanie et la Macédoine. Ce dernier pays pose problème à la Grèce qui, en tant que membre de l'organisation, refuse qu'il y soit intégré sous ce nom, parce que « Macédoine » voudrait dire « grecque ». Dans les milieux diplomatiques, on rit d'une telle aberration. « Comme si on voulait refaire l'histoire », a lancé un diplomate européen.

Le rendez-vous de Bucarest se tient d'autre part sous fond de durcissement de ton entre Moscou et Washington. Une atmosphère qui rappelle incontestablement les années de la guerre froide. D'ailleurs, le choix de Bucarest n'est pas fortuit. La Roumanie n'est pas non plus en bons termes avec la Russie. Les Américains aiment exacerber les tensions.

Des sources diplomatiques qualifient ce sommet « d'historique », en raison de son ordre du jour où figurent des questions lourdes. On dit que ce sommet est le troisième dans son genre après ceux tenus en 1999 et en 2002, où les Etats membres devaient avaliser l'adhésion de pays ayant fait partie de l'ex-Union soviétique. Pour le sommet de Bucarest, il est question de proposer l'ouverture de pourparlers sur l'adhésion à l'OTAN, de la Géorgie et de l'Ukraine, deux pays qui ont appartenu au même espace, avant que les Etats-Unis ne provoquent son émiettement. On s'attend à une forte levée de boucliers entre l'OTAN et la Russie, en raison des pressions exercées par Washington pour essayer les Russes dans la région. On se rappelle que les Etats-Unis ont tenu à ce qu'un sommet de l'OTAN se tienne en 2005 à Riga, la capitale Lettone, c'est-à-dire aux portes de Moscou, pour lui montrer que la région est sous influence américaine stricte.

RAISONS GÉOSTRATÉGIQUES

La Russie a déjà fait savoir qu'elle refuserait catégoriquement que la Géorgie et surtout l'Ukraine entrent

dans l'Alliance, pour des raisons géostratégiques de taille et de fond. Il est attendu à cet effet un sommet OTAN-Russie houleux en Roumanie. L'on annonce aussi un second sommet, celui OTAN-Ukraine, pour tenter de la convaincre d'accepter l'idée de son adhésion et d'en accélérer le processus. L'on note que ce pays a déjà rejeté l'offre, et que son parlement l'a confirmée officiellement par voie de vote. Reste que le président ukrainien n'est pas contre. Il est avancé que, si l'Ukraine accepte d'intégrer l'Alliance, celle-ci lui donnera à mettre de suite en application un plan d'action, une sorte de test-gage qui l'y préparera.

Le ton entre Moscou et Washington est à la confrontation non pas uniquement à cause de cette proposition d'adhésion que les Américains agitent, mais aussi à cause de l'indépendance du Kosovo qui n'a pas été dirigée par les Russes, parce qu'ils la considèrent comme étant un précédent grave dans la région et pour le reste du monde. Il est utile de noter que la Roumanie, membre de l'OTAN depuis 2004, a déjà fait savoir officiellement qu'elle n'acceptait pas ce fait accompli. Ses autorités ont même reçu la visite du président serbe pour les féliciter d'avoir osé le rejeter avant tout le monde. La Roumanie, faut-il le rappeler, est depuis 2007 membre de l'Union européenne, dont la moitié des pays membres avaient de suite avaisé la décision américaine d'accorder le statut d'Etat indépendant au Kosovo. Washington avait chargé pour cela l'OTAN de convaincre ses Etats membres de la nécessité d'un tel statut. L'on dit par ailleurs, qu'il est question de « soudoyer » la Serbie pour qu'elle l'accepte. Sa récompense serait son accession à l'UE sans difficultés.

L'AMÉRIQUE DE BUSH ACCULE L'EUROPE

Les Etats-Unis voudraient aussi que les troupes de l'OTAN (KOFOR) stationnées au Kosovo soient remplacées par d'autres de l'UE. Il n'est pas évident que cette condition américaine soit appréciée par les Européens. Pour l'histoire, le Kosovo est une plaine qui appartient depuis toujours à la Serbie. L'on dit que cette zone riche en charbon avait engagé, sur décision du gouvernement serbe, des travailleurs venus d'Albanie pour en exploiter les mines. Quelques années plus tard et sur influence et pressions des Etats-Unis,

ces mêmes Albanais ont demandé à être indépendants de la Serbie. Les tendances expansionnistes de l'Amérique de Bush poussent ainsi à l'émiettement du monde aux fins de conforter son hégémonisme.

C'est d'ailleurs le cas en Afghanistan, où les forces militaires de l'OTAN ont été poussées par Washington pour mener une guerre contre les talibans appelée « offensive du printemps ». La guerre dure depuis trois ans et déchire ce pays par son lot quotidien de tueries des populations. Les Etats-Unis comptent à Bucarest faire pression sur leurs homologues de l'Alliance pour serrer leurs rangs et renforcer leurs forces militaires dans cette région. La demande est expressément faite à l'Allemagne qui, jusqu'ici, fait partie des contingents militaires de l'OTAN en Afghanistan, mais refuse de positionner ses troupes dans les régions de guerre. Pour l'instant, les Allemands « jouent au domino en Afghanistan », disent des diplomates sur un ton ironique.

Les Américains veulent qu'ils se mettent sur le front au même titre qu'eux et que leurs effectifs soient augmentés pour plus d'efficacité. Il faut dire que l'Allemagne d'Angela Merkel a d'autres préoccupations bien plus importantes, celles-là d'ordre interne. Elle vit une crise économique dont les conséquences ont érodé le pouvoir d'achat de son peuple. Augmenter les effectifs militaires allemands en Afghanistan voudrait dire qu'il faut y consacrer un budget conséquent, donc important. Merkel ne peut l'accepter par peur de perdre la face devant ses compatriotes qui réclament une vie moins chère. La France de Sarkozy voudrait pour sa part changer de rôle pour devenir une force militaire à part entière en Afghanistan. Washington n'entend pas lui accorder ce « statut » sans qu'elle en paye le prix.

Impliquant les USA et onze autres pays L'Algérie participera à des manoeuvres navales en Méditerranée

Des manoeuvres militaires navales dirigées par les Etats-Unis et impliquant onze pays de la zone méditerranéenne, auront lieu du 8 au 22 avril en Méditerranée, au départ de la base navale grecque de Souda, en Crète, a annoncé, hier, la marine grecque.

Des navires de la VIe flotte américaine, ainsi que des bateaux français, espagnols, italiens, turcs, por-

tugais, marocains, algériens et grecs, doivent prendre part à ces manoeuvres, qui impliqueront aussi des militaires maltais, tunisiens, mauritaniens et libyens.

L'objectif de l'opération, baptisée «Phoenix Express 2008», est «de former en commun des unités de la VIe flotte, de pays de l'OTAN et du Dialogue méditerranéen, aux procédures de contrôle des bateaux commerciaux

ainsi qu'aux opérations d'interdiction maritime et de sauvetage», a précisé l'état-major de la marine dans un communiqué. Jusqu'au 14 avril aura lieu une formation au centre de formation de dissuasion navale de l'OTAN à Souda (Crète), avant des manoeuvres en mer au sud de la Sicile jusqu'au 20 avril. L'exercice se conclura par un débriefing sur la base navale d'Augusta, sur l'île italienne.



Akram Belkaid, Paris

A quoi sert le FMI ?

En fin de semaine dernière, le conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a approuvé un projet de réforme de son système de vote qui donne plus de poids aux pays émergents. Ou plutôt qui est censé en donner plus car dans la réalité, le changement est presque imperceptible ou en tous les cas guère suffisant. Qu'on en juge : les propositions adoptées - qui doivent encore être approuvées individuellement par 85% des 185 Etats membres du Fonds - prévoient que les pays développés cèdent une part infime de leurs voix, soit 1,6% en faveur des pays émergents ou en développement. En un mot, la réforme attendue depuis plusieurs années a accouché d'un souriceau. Au final, après cette réformette, les pays développés détiendront 57,9% des voix (contre 59,5%) et ceux du Sud 42,1% (contre 40,5%).

Cette question des droits de vote au sein du FMI est cruciale. Depuis plusieurs années, cette institution est critiquée parce qu'elle continue à fonctionner selon un mécanisme hérité des lendemains de la Seconde Guerre mondiale, époque où les pays du Nord dominaient l'économie de la planète. Aujourd'hui, les choses ont changé. La mondialisation est une réalité intangible et des pays tels que la Chine, l'Inde ou le Brésil sont les locomotives de la croissance mondiale sans parler des tigres asiatiques ou même des pays du Golfe. Malgré cela, la répartition des droits de vote au sein du Fonds monétaire international n'a guère changé, les pays développés s'arc-boutant sur leurs privilèges ce qui fait dire à nombre d'observateurs du Sud que le FMI n'est plus qu'un club de vieux riches.

Le nouveau directeur général du Fonds, Dominique Strauss-Kahn, a d'ailleurs admis que la modification adoptée n'est pas suffisante. Pour lui, il s'agit d'un premier pas qui doit en appeler d'autres. Pour autant, il n'est pas sûr que les pays du Nord, Européens en tête, acceptent de céder encore de leur pouvoir au sein de l'institution. Les membres de l'Union européenne refusent par exemple que leurs droits de vote soient fondus en un seul qui serait, bien entendu, inférieur à la somme de leurs quotas actuels. Dès lors, on comprend pourquoi de nombreux experts mais aussi des ONG influentes comme Oxfam ont dénoncé cette réforme. En effet, ils craignent que les choses en restent là et que le FMI continue à être sous influence du Nord. Plus grave encore, rien ne permet d'affirmer que cette réforme sera adoptée car son adoption individuelle par 85% des membres du Fonds n'est pas garantie.

Mais cette question des droits de vote n'est que l'arbre qui cache la forêt. En effet, on peut légitimement se poser la question de l'utilité de cette organisation internationale que d'aucuns affirment qu'elle est devenue obsolète. Il faut dire que le bilan des dix dernières années du Fonds ne plaide guère pour lui. Il a été incapable de prévoir la crise asiatique - certains experts affirment même qu'il l'a provoquée par les exigences imposées aux pays de la zone -, pas plus qu'il n'a vu venir l'éclatement de la bulle technologique et encore moins la crise des subprime. Plus important encore, le bilan de ses ajustements structurels est plus que mitigé, notamment en Afrique où la situation macroéconomique ne s'améliore guère.

Par ailleurs, le FMI est dans la situation d'une banque qui n'a presque plus de clients. Dans un monde gorgé de liquidités, les pays qui sollicitent encore son aide se comptent sur les doigts d'une seule main. Dans le cercle fermé des nations qui comptent sur l'échiquier mondial, la Turquie est ainsi la seule à être concernée par un programme du Fonds. Et, pour ce dernier, le danger risque de venir d'Asie où de nombreux pays réfléchissent à créer « leur » Fonds de façon à échapper à l'influence jugée trop démesurée des Etats-Unis sur les institutions de Bretton Woods. C'est évident, l'étoile du FMI est en train de pâlir. Après les dégâts qu'il a infligés à nombre de pays du Sud, il était temps que cela arrive...